

Les élections départementales qui viennent de se dérouler les 22 et 29 mars 2015 se terminent sur une note amère qui ne peut que nous amener collectivement à réfléchir et à agir très rapidement si l'on ne veut pas se condamner revoir ce mauvais film à chaque scrutin : montée des extrêmes, faible taux de participation, montée des votes blancs ou nuls etc

Au delà de l'importance prise par ces maux, particulièrement en milieu rural, ce à quoi nous assistons est à un véritable effondrement du « soufflé » démocratique sur lui même, causé pêle-mêle par la peur de l'avenir, la crise qu'elle soit économique, morale ou culturelle, la méfiance vis-à-vis des partis et des élites, sans doute également l'incompréhension face à un scrutin complexe et inutilement lourd pour une collectivité territoriale dont l'avenir ne peut être au mieux que qualifié de précaire.

Bref : la France vient de faire un saut dans l'inconnu. Et ce n'est ni l'ésotérisme ni le monétarisme érigés par l'Etat au rang de vertus cardinales qui permettront de redonner un sens compréhensible à l'action publique et politique. Sans parler de crédibilité...

Face à ce carnage organisé des valeurs républicaines, sacrifiées depuis plus de 40 ans sur l'autel de la construction européenne, l'Association Départementale des Maires du Territoire de Belfort entend bien contribuer à créer du sens là où l'incertitude règne en maître absolu pour l'heure.

Puisqu'il faut contribuer à l'indispensable effort d'assainissement des finances publiques, autant le faire de façon intelligente et rationnelle.

Pour le Territoire de Belfort, cela veut dire unifier les centres de décision locaux sous une même égide, permettant à la fois d'assurer une gouvernance démocratique efficace tout en édifiant un cadre institutionnel unique donc simple et clair, sous une forme à convenir.

L'Association Départementale des Maires, sans exclusive, sans tabou, dans un esprit de pluralisme, invite tous ceux qui comme elle estiment que la simplicité doit rester au coeur de l'idée républicaine à peser efficacement sur les termes de ce débat, particulièrement les responsables intercommunaux et les parlementaires.

Une réflexion sera organisée dans les semaines qui viennent afin d'accompagner autant que faire se peut le vote du projet de Loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe)

Le Président

Pierre Rey